



ARRETE DE TRANSFERT D'UNE DECLARATION PREALABLE - CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON SOUMIS A PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DOSSIER N° DP 80228 24 M0078 T01

dossier déposé complet le 09/12/2025

de Monsieur Dominique LECOCQ
demeurant 16 villa Ghis
92400 COURBEVOIE

pour changement menuiseries
fenêtres et véranda, porte garage et toiture

sur un terrain sis 55 B RUE DE PARIS 80550
LE CROTOY cadastré AV44

SURFACE DE PLANCHER

existante : m²

créée : m²

démolie : m²

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE;

N° Dossier DP 80228 24 M0078

Déposé le 19/06/2024

Par Monsieur Jean-Michel SAMIN

Demeurant 5A avenue Bon Air
1410 Waterloo

Décidé le 05/08/2024

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,
Vu le Plan de prévention des risques naturels de submersion marine et d'érosion littorale du Marquenterre-Baie de Somme approuvé le 10/06/2016,
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 24 juin 2025 par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Ponthieu-Marquenterre,
Vu la déclaration préalable - constructions et travaux non soumis à permis de construire d'origine délivré le 05/08/2024, pour le projet décrit dans la demande susvisée,
Vu la demande de transfert de déclaration préalable - constructions et travaux non soumis à permis de construire susvisée,
Vu l'accord du demandeur de la déclaration préalable initiale,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La déclaration préalable dont Monsieur Jean-Michel SAMIN est titulaire est **transférée** au bénéfice de Monsieur Dominique LECOCQ.

ARTICLE 2 : Le nouveau bénéficiaire de la déclaration préalable devra respecter les termes de cette déclaration.

ARTICLE 3 : Le délai de validité de la déclaration préalable reste inchangé.

Fait à LE CROTOY, le 11 décembre 2025

Le Maire,


Philippe EVRARD



***La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

AFFICHAGE

L'autorisation de transfert ne modifie pas les conditions d'affichage de l'autorisation initiale.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

L'autorisation de transfert ne modifie pas les conditions de l'autorisation initiale.

DUREE DE VALIDITE

L'autorisation de transfert ne modifie pas le délai de validité de l'autorisation initiale.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans LE MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).